

LES SURPROFITS... ET LES PIÈGES!



Grève des travailleurs de Géodis Gennevilliers, 10/2022.

Crédits : Hermann Click / Hans Lucas / Hans Lucas via AFP

3

D'un côté notre pouvoir d'achat est grignoté à belles dents par la hausse des prix, de l'autre des entreprises qui font des superprofits et des patrons qui s'accordent des super-augmentations de salaires. On a raison de se révolter – vieux slogan maoïste!

Les travailleurs de Géodis Gennevilliers, par exemple, ont appris que leurs directeurs, en plus de leurs salaires mensuels de 15.000, 16.000 et 17.000 euros, s'octroyaient une petite prime de fin d'année de 300.000 euros. Il n'y a pas que les actionnaires qui empochent le produit du travail de ceux qui sont payés au SMIC ou juste au-dessus.

Et du côté des actionnaires, il n'y a pas que les profiteurs de guerre, comme Sanofi, dont les profits ont gonflé grâce aux morts et aux blessés de la Covid; CMA-CGM, qui a profité de la reprise du fret maritime de l'après-Covid (en un an, la richesse de la famille Saadé, qui détient le groupe, est passée de 6 à 36 milliards de dollars)¹; et bien sûr TotalEnergie, qui a des résultats extraordinaires grâce à la guerre en Ukraine et à la hausse des prix de l'énergie. « On estime entre 80 et 90 milliards d'euros le montant du « surprofit » engendré par les 150 plus grandes entreprises françaises en 2021 »¹.

Il y a de quoi se révolter. Et quand on est en lutte, on apprécie tous les soutiens. On sait bien que le problème est général, national et même mondial. Donc politique. La meilleure perspective est l'élargissement de la lutte à d'autres travailleurs. Quant aux soutiens politiques, c'est moins évident. Ils nous présentent souvent des

pièges. Car la France Insoumise, le PCF, le NPA, la CGT, que nous proposent-ils face à l'inflation et aux superprofits? Qu'ils fassent connaître notre lutte, c'est bon pour le rapport de force. Mais quand ils essaient d'élargir la perspective et de nous orienter vers leur solution politique, attention! Voyez en quelques lignes :

La France Insoumise

Résumé du programme, Chapitre 3, Pour une économie libérée de la finance :

« • Interdire les versements de dividendes supérieurs aux bénéfices,
• Interdire les licenciements économiques pour les entreprises qui versent des dividendes ou bénéficient d'aides de l'Etat,
• Rendre l'impôt sur les sociétés progressif en fonction des bénéfices et faire payer moins aux entreprises qui investissent et plus à celles qui versent des dividendes. »

Le PCF

Programme Construisons la France en commun, juin 2020, chapitre 5, Pour remettre en cause la domination du capital :

« C'est par ses pouvoirs sur l'argent et la monnaie que le capital installe sa domination sur l'économie et la société. Le projet communiste entend promouvoir, par la lutte, un tout autre système de financement et un impôt plus juste et mieux réparti. (...) Impulser une autre conception du crédit, en s'appuyant sur la création d'un pôle public bancaire et financier. Celui-ci devra notamment résulter des nationalisations d'établissements bancaires... »

Le NPA

Revue l'Anticapitaliste n° 139, octobre 2022, par Antoine Larrache, extrait :

« Entre les réformes de l'assurance chômage, des retraites et de l'inflation, le point commun est de savoir quelle part des richesses revient aux salariés, et quelle part reste aux profits. (...) Il faut réquisitionner les superprofits, en urgence, mais, plus globalement, augmenter les salaires et tous les revenus. (...) Mais pour nous, il ne s'agit pas de les taxer... mais de réquisitionner ces secteurs... »

La CGT

Magazine Ensemble, octobre 2022, page 31, Superprofits, les taxer oui, mais pas que... :

« Oui, à l'instar des Britanniques, des Espagnols et des Italiens, il faut taxer les superprofits », martèle Fabrice Angéli, secrétaire confédéral de la CGT, « mais cela ne suffit pas. C'est toute la fiscalité des entreprises qu'il faut réformer... De sorte que la fiscalité se remettrait au service d'une juste répartition de la valeur ajoutée entre capital et travail. »

Résumons en deux mots : taxer, et partager. Une « juste répartition » est plutôt le terrain syndical, et une « autre fiscalité » le terrain politique. Deux bonnes idées qui se complètent?

Prenons une image simple. Vous êtes victime d'un vol, le voleur est rapidement identifié, et un ami qui vous veut du bien propose... un juste partage!

« Voleur » n'est pas seulement une image en fait, car le capitaliste vole tout le sur-travail de l'ouvrier. Avec le salaire, il ne paie que le prix de la force de

travail, ce qu'il faut pour entretenir le travailleur, du moins le minimum possible. Et l'ouvrier produit en gros deux fois plus de valeur qu'il n'en coûte. 100%, c'est approximativement le taux d'exploitation courant. Les camarades autrichiens de Proletarische Revolution l'avaient calculé pour l'ensemble de leur pays il y a quelques années – un gros travail – et c'est le résultat auquel ils étaient arrivés.

Les capitalistes sont des voleurs professionnels, et nos syndicalistes et politiciens de « gauche » proposent un juste partage avec eux!

Pour l'axe politique, « taxer », il nous faut une autre image, celle de l'Etat. Car qui va mettre en place une autre politique fiscale ?

L'image nous est fournie par Lénine, dans L'Etat et la révolution : « L'Etat est l'organisation spéciale d'un pouvoir, c'est l'organisation de la violence destinée à mater une certaine classe... Une machine bureaucratique et militaire »². Le flic et le bureaucrate, l'un qui vous menace de mort si vous vous révoltez, l'autre qui vous donne des ordres si vous continuez à obéir... C'est ça l'Etat. Et nos réformistes démocrates misent tout sur cette énorme machine pour instaurer un peu de justice ! À travers des élections, une nouvelle constitution, un nouveau gouvernement, appuyés si besoin par des soutiens populaires. Ils sont dans l'utopisme le plus complet, l'histoire l'a prouvé maintes fois.

**Marx, 1965,
Salaire, prix et profit (conclusion)**

« Si la classe ouvrière lâchait prise dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure. En même temps, et tout à fait en dehors de l'asservissement général qu'implique le régime du salariat, les ouvriers ne doivent pas s'exagérer le résultat final de cette lutte quotidienne. Ils ne doivent pas oublier qu'ils luttent contre les effets et non contre les causes de ces effets, qu'ils ne peuvent que retenir le mouvement descendant, mais non en changer la direction, qu'ils n'appliquent que des palliatifs, mais sans guérir le mal. Ils ne doivent donc pas se laisser absorber exclusivement par ces escarmouches inévitables que font naître sans cesse les empiètements ininterrompus du capital ou les variations du marché. Il faut qu'ils comprennent que le régime actuel, avec toutes les misères dont il les accable, engendre en même temps les conditions matérielles et les formes sociales nécessaires à la transformation économique de la société. Au lieu du mot d'ordre conservateur « Un salaire équitable pour une journée de travail équitable », ils doivent inscrire sur leur drapeau le mot d'ordre révolutionnaire : « Abolition du salariat ».

**Engels, 1880,
article Un salaire équitable pour
une journée de travail équitable**

« Il n'y a pas d'émancipation possible de la classe ouvrière tant qu'elle ne sera pas en possession de tous les moyens de travail : terre, matières premières, machines, etc., et partant en possession du produit tout entier de son travail. »

Taxer et partager : le NPA a un autre mot, « réquisitionner ». Le mot d'ordre semble très révolutionnaire. Il peut rappeler les « réquisitions de Marseille » de 1944. Dans une quinzaine d'entreprises, rassemblant près de 15.000 ouvriers, les patrons avaient été arrêtés pour collaboration. Des « comités de gestion » ont pris la relève, composés de militants ouvriers et de techniciens et ingénieurs. L'initiative, assez extraordinaire, a duré plus de trois ans, et a embarrassé la direction nationale du PCF. Les circonstances de l'époque étaient assez particulières³. Qui peut faire une réquisition aujourd'hui, sinon l'Etat ? Malgré les apparences, avec le NPA on retombe donc du côté des nationalisations et du réformisme.

Nous savons bien que, derrière l'expression « un juste partage », les travailleurs expriment une aspiration à une autre société. Et à travers la revendication de « taxer les profits », c'est aussi la volonté d'une justice grâce à une autre politique. Il n'empêche que ces slogans sont des pièges.

Plutôt que le partage, disons :

**Nous voulons gagner notre vie,
pas notre misère !**

Et :

Nos vies valent plus que leurs profits !

Plutôt que « taxer » :

**Réquisition générale de l'économie
par les comités de travailleurs !**

Et (proposé par Karl Marx) :

Abolition du salariat !

.....

1. Ensemble, magazine de la CGT, octobre 2022, page 31.

2. Lénine, tome 25, page 436 et 449.

3. Lire *La Libération et les entreprises sous gestion ouvrière – Marseille 1944-1948*, par Robert Mencherini, Ed. L'Harmattan 1994.